



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 18 – Du 29 avril au 5 mai 2022

En bref

Afghanistan : Le Pakistan supprime l'exigence d'un formulaire électronique d'importation pour les exportations afghanes pendant deux mois. Le ministère de l'Economie souhaite créer cinq zones économiques pour attirer les investisseurs.

Bangladesh : Ouverture fin 2022 d'un marché à terme de matières premières à la Bourse de Chittagong. Allègement de la réglementation sur les services financiers mobiles (MFS). Les crédits alloués au secteur privé ont retrouvé fin janvier leur niveau d'avant la pandémie.

Inde : *Indicateurs macro-économiques :* Augmentation de la production des huit industries de base de 4,3% en mars. Indice PMI manufacturier à 54,7 en avril. Progression du chômage (formel). *Politique monétaire :* Relèvement inattendu des taux à l'issue d'un MPC extraordinaire. Nomination de Ravij Ranjan comme membre du Comité de politique monétaire. *Secteur bancaire et financier :* Entrée en bourse de la LIC. Croissance du crédit de 9,7% en mars. Record de transactions numériques via UPI. *Finances publiques :* Record de collecte de GST en avril. *Politique commerciale, visite en Europe de Narendra Modi :* Visite en Allemagne et en France. *Autres informations :* Vague de chaleur et demande d'électricité record. L'Assocham préconise vivement d'exempter de droits de douane les importations de charbon.

Népal : Prêt de 150 M USD de la Banque mondiale pour renforcer la stabilité du secteur financier. Subvention de 659 M USD des Etats-Unis pour aider le Népal dans sa transition pour devenir un pays à revenu intermédiaire. La Cour suprême confirme l'ordonnance provisoire qui a annulé la suspension du gouverneur de la NRB. Le régulateur boursier relève le plafond des prêts sur marge de 50% à 70%.

Pakistan : Le Premier ministre à Riyadh pour demander la prorogation du prêt saoudien à la SBP. Fin du mandat du gouverneur de la SBP. L'IPC à 13,37% en avril, parallèlement à une forte augmentation des prix de gros laissant présager une aggravation à moyen terme de l'IPC. Baisse de la croissance de tous les secteurs d'activité au cours des sept premiers mois de 2021/22 à l'exception de l'industrie automobile. Croissance rapide pour les exportations de produits de haute technologie du Pakistan. Forte baisse des crédits au secteur privé au cours des huit premiers mois de 2021/22.

Sri Lanka : Forte poussée de l'inflation à 29,8% en avril. Publication du rapport annuel 2021 de la Banque centrale. Interdiction des importations à compte ouvert. Extension de la ligne de crédit pétrolière indienne de 200 MUSD et aide humanitaire chinoise de 45,6 MUSD. Plongée du tourisme en avril.

Afghanistan

Le Pakistan supprime l'exigence d'un formulaire électronique d'importation pour les exportations afghanes pendant deux mois

Le Pakistan a renoncé à l'exigence du formulaire électronique d'importation (EIF) pour les importations afghanes pendant deux mois, période pendant laquelle les marchandises afghanes pourront circuler sans obstacle.

Pour mémoire, les deux gouvernements ont conclu un accord en mars sur la délivrance de licences à court terme aux conducteurs de camions de marchandises pour faciliter les échanges transfrontaliers. Le Pakistan est un partenaire privilégié de l'Afghanistan, il concentre 23% des exportations et 11% des importations afghanes en 2021, selon les chiffres du FMI.

Le ministère de l'Economie souhaite créer cinq zones économiques pour attirer les investisseurs

Selon Abdul Latif Nazari, vice-ministre de l'économie, le ministère de l'Economie prévoit de créer cinq zones économiques à travers le pays afin d'attirer les investissements en Afghanistan. Ces zones seront établies dans les provinces du nord, de l'ouest, du sud-ouest, de l'est et du sud-est.

La démarche, si elle venait à aboutir, a toutefois peu de chance de donner des résultats probants compte tenu de la situation économique du pays, de la fragilité du système bancaire et surtout, de l'absence de reconnaissance des autorités du pays par le concert des nations.

Bangladesh

Ouverture fin 2022 d'un marché à terme de matières premières à la Bourse de Chittagong

Le Chittagong Stock Exchange PLC a retenu le 12 avril dernier la société indienne *Multi Commodity Exchange of India Ltd (MCX)* comme consultant pour la création d'un marché à terme de matières premières (or, métaux, riz, jute et thé principalement).

La Bourse de Chittagong avait obtenu en octobre 2021 un accord de principe du régulateur boursier BSEC, mais elle devait au préalable mettre en place les infrastructures (entrepôts notamment) et la logistique nécessaires. Les pouvoirs publics doivent par ailleurs établir le cadre juridique du fonctionnement de ces marchés, avec l'appui de MCX, et installer un régulateur.

Dans le sous-continent, outre l'Inde (la création d'un marché à terme du coton remonte à 1875 mais celle du *Multi Commodity Exchange of India Ltd* date de 2003), le Pakistan (*Pakistan Mercantile Exchange* créé en 2007) et le Népal (*Mercantile Exchange Nepal Ltd*, en 2009) hébergent les principaux marchés à terme (or, métaux, coton et fil, denrées agricoles, etc.).

Ce nouveau marché doit être opérationnel avant la fin de l'année.

Allègement de la réglementation sur les services financiers mobiles (MFS)

Jusqu'à présent, les opérateurs de MFS devaient être adossés à une banque détenant au minimum 51% du capital. La Banque centrale (Bangladesh Bank) a considérablement assoupli la réglementation depuis février 2022 en autorisant les institutions financières non bancaires (36 opérateurs, dont cinq publics) et les institutions publiques à intervenir comme opérateur. Ce changement devrait permettre à la Poste (*Bangladesh Post Office*) d'opérer légalement sous l'enseigne Nagad, partenaire privé qui obtiendrait enfin une licence de plein exercice.

Par ailleurs, les banques commerciales, et les opérateurs publics sont autorisés à prendre des participations dans des MFS existants, ou à en créer de nouvelles en *joint-ventures*, en conservant une participation majoritaire. Le capital libéré requis a été porté à 450 M BDT (5,2 M USD) et les opérateurs devront provisionner un minimum de 10% de leurs bénéfices après impôts sous forme de réserves.

La Bangladesh Bank est soucieuse d'éviter tout risque de faillite, et s'inquiète du nombre élevé de comptes dormants (dont les titulaires n'ont pas réalisé la moindre opération sur les trois derniers mois); fin juin 2021, les comptes actifs représentaient à peine 40,9 M sur un total de 99,7 M; le bilan combiné des opérateurs MFS s'élevait alors à 92 Mds BDT (1 Md USD) dont 85% était sous le contrôle de bKash, qui compte aujourd'hui [50 M de clients](#). La réglementation impose cependant aux opérateurs d'investir 25% de leurs dépôts en bons du Trésor.

Enfin, à l'approche des fêtes de l'Aïd, la banque centrale a relevé les plafonds de transactions, portés depuis le 22 avril dernier à 300 000 BDT par mois (3 460 USD); les transactions *person-to-person* (P2P) sont par ailleurs plafonnées à 25 000 BDT/jour et 200 000 BDT/mois.

Les crédits alloués au secteur privé ont retrouvé fin janvier leur niveau d'avant la pandémie.

La reprise de la demande intérieure, en dépit de l'incertitude causée par la pandémie de la Covid-19, a relancé les projets d'investissements privés. Tombé à un étiage de 7,55% en mai 2021, le taux de croissance annuel des crédits privés est remonté à 11,29% en g.a. en mars dernier, selon la Banque centrale, soulignant la confiance retrouvée des investisseurs dans la perspective d'une croissance du PIB de 7,2% sur l'exercice en cours (le FMI pronostiquant 6,4%), alors que les taux prêteurs sont historiquement bas (plafonnés à 9% depuis avril 2020, ils se situent en réalité entre 5 et 7%).

L'impact de la quatrième vague de Covid-19 en janvier n'a pas été perceptible sur l'activité économique, qui retrouve le niveau de demande de crédits privés d'août 2019. Il reste encore très en deçà (3,5 points) des objectifs de la Banque

centrale (+14,8% à fin juin 2022 à la clôture de l'exercice fiscal), mais dépasse la cible d'une progression de 11% à fin 2021.

La demande de crédit est soutenue par les importations, en très forte hausse ces derniers mois (en particulier du fait des achats de biens d'équipement et de la montée des cours des matières premières).

Les importations ont progressé de 49% en g.a. sur la période de juillet 2021-mars 2022 pour atteindre 60,57 Mds USD contre 40,48 Mds USD un an plus tôt (+70% sur les biens intermédiaires).

Inde

Indicateurs macro-économiques

Augmentation de la production des huit industries de base de 4,3% en mars

Les huit industries de base ont enregistré une hausse de leur production de 4,3% en mars, reflétant un ralentissement de l'activité, alors que la croissance était encore de 6% en février.

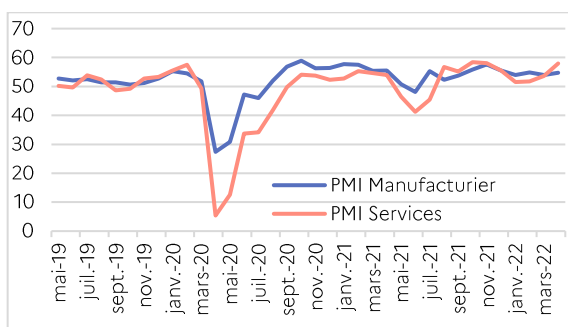
Six des huit industries voient leur production croître en mars, en particulier la production d'électricité (+4,9%) en raison de la vague de chaleur, mais paradoxalement, la production de charbon, nécessaire à celle d'électricité décroît de 0,1%. Le dynamisme de la production électrique a été certainement davantage tributaire des importations de charbon en majorité australien. La production de pétrole brut décroît également de 3,4% tandis que celle de gaz naturel et de produits raffinés progresse de 7,6% et 6,2%. La production d'acier augmente de 3,7%, de même que la production de ciment (+8,8%). La production d'engrais, habituellement la plus faible contribution à l'indice global, est en hausse de 15,3%, peut-être une conséquence des sanctions occidentales contre les entreprises russes du secteur.

Sur l'exercice budgétaire 2021/22, la production de ces industries a progressé de 10,4%, après une contraction de 6,4% en 2020/21, exercice marqué par la pandémie.

Indice PMI manufacturier à 54,7 en avril

L'Indice PMI des directeurs d'achat s'établit à 54,7 en avril, en légère hausse par rapport à mars (54) mais ne retrouve pas tout à fait le niveau de février (54,9). Malgré un recul par rapport à l'année passée, avec 55,5 en avril 2021, les résultats sont plutôt encourageants, l'inflation ne semblant pas se répercuter sur les ventes.

Pour ce qui est des services, l'indice PMI atteint 57,9 en avril, contre 53,6 en mars et 54 en avril 2021. La levée progressive des restrictions sanitaires facilite la reprise des activités de services qui atteignent ainsi un plus haut depuis novembre 2021.



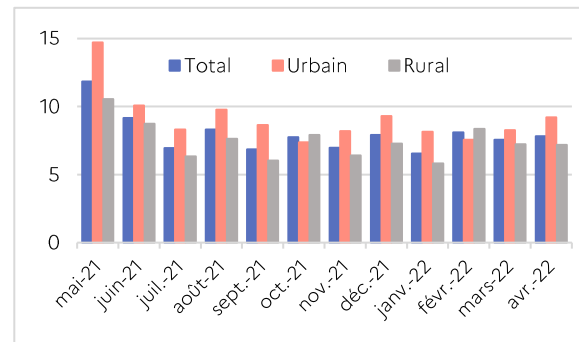
Progression du chômage (formel)

Selon les données du [Centre for Monitoring Indian Economy](#) (CMIE), le taux de chômage formel atteint 7,8% en avril contre 7,6% en mars. Le taux est particulièrement élevé en ville à 9,2% contre 8,3% en mars. Dans les campagnes, le taux de chômage s'établit à 7,2% contre 7,3% en mars.

Le taux de chômage est le plus élevé dans l'Haryana (34,5%), le Rajasthan (28,8%), le Bihar (21,1%) et le Jammu et Cachemire à 15,6%. En revanche le taux d'emploi progresse de 36,5% en mars à 37,1% en avril.

Pour rappel, ces chiffres ne concernent que le chômage formel et ne peuvent appréhender l'ensemble du marché du travail indien dans la mesure où le secteur informel concentre 80% de la population active.

Taux de chômage



Politique monétaire

Relèvement inattendu des taux à l'issue d'un MPC extraordinaire

Le Comité de politique monétaire (MPC) s'est réuni de façon extraordinaire cette semaine et annoncé le relèvement du taux directeur de la Banque centrale indienne (RBI) de 40 points de base, après deux ans de maintien à 4%. Il s'agit de la plus forte variation depuis l'abaissement des taux de 40 pdb en mai 2020 dans le contexte des premières vagues de Covid-19, qu'il convient d'inscrire dans la perspective d'une poursuite de la dérive de l'indice des prix à la consommation pour avril, à paraître jeudi prochain.

Par conséquent, le taux des facilités de dépôts permanentes et celui de la facilité marginale ont également été relevés de 40 points de base à respectivement à 4,15% et 4,65%. Enfin le MPC a relevé le taux de réserves obligatoires des banques de cinquante points de base à 4,5%.

De manière non anticipée par les marchés, la RBI a réagi aux tensions inflationnistes persistantes et qui se sont aggravées ces dernières semaines, mais également en intégrant probablement l'amplitude du relèvement des taux de la Réserve Fédérale américaine et la nécessité de prévenir des tensions à la baisse sur le taux de change (cf. graphique). Réaction immédiate après l'annonce de la RBI, les taux des bons du Trésor à dix ans ont augmenté de 7,38% le 4 mai à 7,44% le 6 mai.

Le relèvement du taux de réserves obligatoires devrait permettre l'absorption de 900 Mds INR (près de 12 Mds USD) de liquidité en excès selon les estimations d'HSBC. Le gouverneur a déclaré

que l'excédent de liquidité était actuellement de 7500 Mds INR (près de 100 Mds USD). Toutefois, le relèvement des taux pourrait affecter négativement le programme d'émission de titres publics censé financer la relance par les infrastructures (voir [Brèves n°5](#)). C'est pourquoi les marchés ont reculé de 1,6% entre la clôture le 5 mai et l'ouverture le 6, tandis que la roupie ne s'est que médiocrement appréciée de 76,42 pour un dollar le 4 mai à 76,26 le 5 mai, avant de faire l'objet de dégagements, notamment des non-résidents, en lien avec le recul des marchés boursiers. La roupie cédait à nouveau du terrain à 76,62 INR pour un dollar à l'ouverture des marchés le 6 mai.

Une nouvelle séquence de hausse des taux devrait suivre, HSBC intégrant une hausse de 25 points de base en juin et un taux final porté à 5,5% d'ici mi-2023.

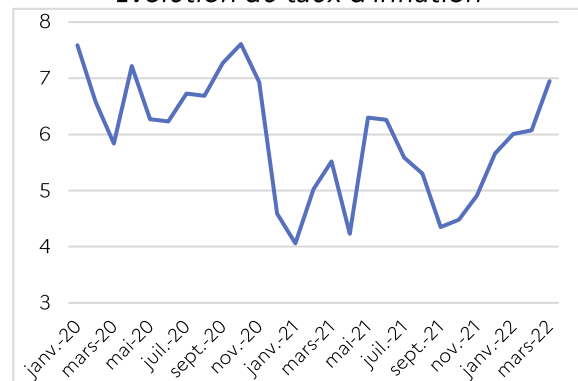
Les banques ont répercuté le relèvement du taux des pensions sur leurs conditions de crédit, ce qui devrait peser sur la demande de crédit et la création monétaire. L'incidence sur l'IPC ne devrait se faire sentir qu'au terme de plusieurs trimestres.

Evolution du taux des bons du Trésor à 10 ans

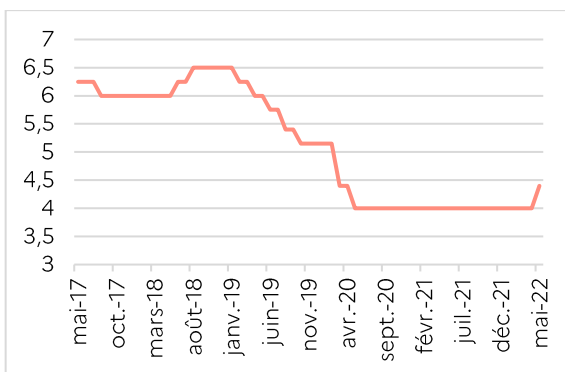


Source : HYPERLINK
["https://tradingeconomics.com/india/government-bond-yield"](https://tradingeconomics.com/india/government-bond-yield)

Evolution du taux d'inflation



Evolution du taux directeur de la RBI



Taux de change USD/INR



Source : Forex: Forex Rates Live, Forex Market Today, Forex News on The Economic Times (indiatimes.com)

Nomination de Ravij Ranjan comme membre du Comité de politique monétaire

La Banque centrale indienne (*Reserve Bank of India* - RBI) a nommé le Dr Ravij Ranjan membre du Comité de politique monétaire (MPC). Le Dr Ranjan, conseiller en charge du département de la politique monétaire, remplace Mridul Saggar, qui a pris sa retraite le mois dernier. Il est détenteur d'un master de la *Delhi School of Economics* et d'un PhD de l'Université de Bombay. Le MPC compte six membres, dont trois extérieurs, les autres sont le gouverneur qui préside également le MPC, le vice-gouverneur en charge de la politique monétaire et un fonctionnaire de la RBI nommé par le *Board*, qui est le Dr. Ranjan.

Secteur bancaire et financier

Entrée en bourse de la LIC

L'entrée en bourse de la *Life Insurance Corporation* a été bien accueillie par les marchés : 3,6 M d'investisseurs individuels se sont positionnés et l'offre a été entièrement souscrite, les compagnies d'assurance étant parmi les premiers investisseurs. L'opération a ainsi généré des offres d'achat d'une valeur totale de 207 Mds INR (2,7 Mds USD). Cette entrée en bourse, la plus importante réalisée sur le marché national se termine le 9 mai.

Pour rappel, la semaine dernière, le Conseil d'administration de la LIC avait approuvé une réduction de la taille de l'émission de son offre publique initiale (IPO), de 5% à 3,5% de son capital en raison de conditions de marché agitées. LIC vise à lever 210 Mds INR, ce qui valoriserait l'assureur à 6 000 Mds INR. Initialement, le gouvernement prévoyait cette introduction pour 2021/22, mais a dû retarder la cession après l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Croissance du crédit de 9,7% en mars

La croissance du crédit octroyé par les banques commerciales a progressé de 9,7% en mars, après une croissance de 8% en février. La ventilation par secteurs reflète la très forte hausse des crédits aux ménages (+12,4), suivis par ceux dans

l'agriculture (+9,9%), les services (8,9%) et l'industrie (7,1%).

L'ensemble des secteurs enregistre une progression en mars 2022, alors que certains subissaient une contraction un an auparavant. Parmi les sous-secteurs, on peut noter le dynamisme des crédits accordés aux entreprises moyennes (+71%), à l'achat de biens durables (+60%), aux activités commerciales (+11%) et au tourisme (+8%).

Variation des crédits bancaires (mars)	2021 / 20	2022 / 21
Agriculture	10,5	9,9
Industrie	-0,4	7,1
Micro et petites entreprises	3,9	21,5
Moyennes entreprises	34,5	71,4
Grandes entreprises	-2,5	0,9
Services	3,0	8,9
Transports	8,0	8,6
Informatique	3,4	4,2
Tourisme	10,4	8,2
Commerce	12,8	11,0
Crédits aux ménages	10,7	12,4
Biens durables	7,3	60,0
Immobilier	9,6	6,4
Education	-4,4	0,0
Véhicules	7,7	9,4

Record de transactions numériques via UPI

La plateforme de transactions numérique *Unified Payments Interface* (UPI) créée en 2016, a enregistré un record en avril de 5,6 Mds de transactions pour une valeur totale de 9 830 Mds INR (129 Mds USD). Le volume des transactions en avril est en hausse de 111% en glissement annuel, alors que le mois de mars avait déjà vu franchir la barre des 5 Mds de transactions. En valeur, elles progressent en avril de près de 100% en g.a. Ces deux dernières années, la pandémie et les confinements ont facilité l'adoption accélérée des moyens de paiement numériques.

En 2021/22, UPI a enregistré plus de 46 Mds de transactions pour un montant de 84 170 Mds INR (1 103 Mds USD), contre 22,3 Mds de transactions en 2020/21 pour 41 030 Mds INR (538 Mds USD).

Initialement utilisée pour des transactions de personnes à personnes (P2P), la plateforme est de plus en plus utilisée pour les transactions entre clients et commerçants, qui représentent 56% des parts de marché en 2021.

Finances publiques

Record de collecte de GST en avril

La collecte de la *Goods and Services Tax* (GST) a atteint le record de 1 680 Mds INR (22 Mds USD) en avril, dépassant pour la première fois la barre des 1 500 Mds INR depuis son introduction en 2017 et dépassant le précédent record de 1 420 Mds INR en mars. La collecte d'avril progresse ainsi de 20% en glissement annuel. La tendance se confirme puisque la collecte mensuelle de GST dépasse les 1 100 Mds INR depuis juillet 2021.

Cependant les autorités attribuent ces bons résultats au niveau élevé de l'inflation, au renforcement des mesures de mise en conformité et de répression des fraudeurs, plus qu'à une évolution positive de la consommation. La numérisation joue également un rôle : en mars, le nombre de factures électroniques a augmenté de 13% par rapport à février.

La GST des Etats atteint 417 Mds INR (5,5 Mds USD), celle de l'Etat central 332 Mds INR, la GST intégrée 819 Mds INR, à laquelle il convient d'ajouter les 106 Mds de compensation aux Etats. Les revenus des importations de biens ont progressé de 30% en g.a. contre 17% pour ceux des transactions domestiques.

Selon les Etats, la croissance de la collecte de GST a été la plus forte en Uttarakhand (+33%), suivie par l'Odisha (+28%), le Maharashtra (+25%), l'Haryana (+22%) et l'Andhra Pradesh (+22%).

Politique commerciale, visite en Europe de Narendra Modi

Visite en Allemagne

A l'occasion de la visite du Premier ministre indien en Allemagne, la première visite à l'étranger de l'année du dirigeant indien, l'Allemagne et l'Inde ont annoncé le lancement d'un partenariat sur le développement durable. L'Allemagne s'est engagée à fournir à l'Inde un soutien additionnel de 10 Mds USD d'ici 2030 dirigé vers les initiatives durables. Les deux parties ont exprimé leur « fort soutien » aux négociations à venir sur des accords de libre-échange, de protection des investissements et de reconnaissance des indications géographiques entre l'Inde et l'Union européenne. Les deux pays ont également décidé de lancer les négociations sur un accord bilatéral portant sur la mobilité des étudiants, professionnels et chercheurs. Enfin, l'Inde et l'Allemagne ont affirmé leur soutien à l'OMC et à sa réforme pour renforcer ses principes et ses fonctions et notamment l'autonomie de l'Organe d'appel.

Visite en France

Emmanuel Macron a accueilli le Premier ministre indien pour une visite de travail à Paris le 4 mai 2022. La France et l'Inde ont, notamment, réaffirmé leur engagement à approfondir le Partenariat stratégique UE-Inde et leur souhait de travailler de concert pour mettre en œuvre le Partenariat UE-Inde en matière de connectivité. Le Président français et le Premier ministre indien se sont félicités du lancement récent du Conseil du commerce et des technologies UE-Inde, qui favorisera une coordination de haut niveau dans des domaines stratégiques relatifs au commerce, à la technologie et à la sécurité, ainsi que de la reprise des négociations sur le commerce, les investissements et les indications géographiques entre l'UE et l'Inde. Les deux parties ont également lancé plusieurs initiatives en faveur de l'interconnexion des secteurs des start-up. Par ailleurs, l'Inde sera le premier « Pays de l'année » (*sic*) lors de la prochaine édition de Vivatech, le plus grand salon d'Europe consacré au numérique, organisé à Paris chaque année.

Autres informations

Vague de chaleur et demande d'électricité record

En raison d'une vague de chaleur historique, la demande d'électricité a atteint un record de 204,6 GW le 28 avril 2022, en hausse de 12,1% par rapport au dernier record, enregistré le même jour un an plus tôt à 182,6 GW. La demande est telle qu'elle a excédé l'offre de 8,2 GW le 26 avril et la pénurie a ensuite atteint 10,8 GW le 28. Alors que les températures devraient augmenter de nouveau en mai et juin, la demande journalière d'électricité pourrait atteindre 215 à 220 GW.

L'Assocham préconise vivement d'exempter de droits de douane les importations de charbon

L'Association des chambres de commerce et d'industrie indiennes recommande vivement à l'Etat central d'exempter de droits de douane les importations de charbon, alors que la demande intérieure d'électricité et que les cours internationaux atteignent des records et que le charbon produit en Inde vient à manquer.

La tension sur la production d'électricité et l'approvisionnement en charbon pourrait avoir des conséquences sur la reprise de l'économie. Pour rappel, 70% de l'électricité produite en l'Inde est issue de centrales à charbon.

Népal

Prêt de 150 M USD de la Banque mondiale pour renforcer la stabilité du secteur financier

Le gouvernement a signé mercredi un accord avec la Banque mondiale pour obtenir un prêt de 150 M USD afin de renforcer la stabilité du secteur financier, de diversifier les solutions financières et d'accroître l'accès aux services financiers au Népal.

L'accord a été signé par le secrétaire aux Finances Madhu Kumar Marasini et le représentant de la BM pour les Maldives, le Népal et Sri Lanka, M. Faris Hadad-Zervos. Cette

opération s'inscrit dans le cadre du programme "Finance for Growth" visant à soutenir le renforcement de la supervision du secteur bancaire afin de faire face aux risques afférents à la stabilité financière dans le contexte de l'incidence de la pandémie COVID-19.

D'après les chiffres du FMI, la Banque mondiale est le principal créancier multilatéral du Népal avec un encours qui s'élève à 3,3 Mds USD au terme de l'exercice 2019/20, soit 24,1% de la dette et 9,8% du PIB népalais.

Subvention de 659 M USD des Etats-Unis pour aider le Népal dans sa transition pour devenir un pays à revenu intermédiaire

Les États-Unis ont accepté de fournir une aide non remboursable de 79,7 Mds NPR (659 M USD) au Népal pour l'aider à passer du statut de pays moins avancé à celui de pays à revenu intermédiaire.

Le gouvernement du Népal, par l'intermédiaire du ministère des finances (MoF), et les États-Unis, par l'intermédiaire de l'Agence américaine pour le développement international (USAID), ont signé jeudi un nouvel accord d'objectif de développement. L'accord d'assistance, qui s'étendra sur cinq ans, décrit les grands domaines de développement de la coopération entre les États-Unis et le Népal. L'aide accordée sur la période de cinq ans soutiendra l'objectif du Népal de passer au rang de pays à revenu intermédiaire.

Pour rappel, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté en novembre dernier la proposition de son conseil économique et social de faire sortir le Népal de la catégorie des pays les moins avancés, dans laquelle il figurait depuis 1971, pour intégrer celle des pays en développement à revenu intermédiaire à l'horizon 2026.

La Cour suprême confirme l'ordonnance provisoire qui a annulé la suspension du gouverneur de la NRB

La Cour suprême a confirmé l'ordonnance provisoire autorisant le gouverneur de la Nepal Rastra Bank Maha Prasad Adhikari, qui avait été suspendu par le gouvernement, à reprendre ses fonctions.

Pour mémoire, le gouverneur Adhikari avait déposé une requête le 17 avril devant la Cour pour contester la décision du gouvernement, qui l'accusait de divulgation d'informations sensibles et de manquements à ses responsabilités.

Le régulateur boursier relève le plafond des prêts sur marge de 50% à 70%

Les investisseurs en actions peuvent désormais obtenir jusqu'à 70 % de prêts sur marge (*margin loan*), contre 50% auparavant, auprès des courtiers en valeurs mobilières, le *Securities Board of Nepal* (Sebon) ayant mis en application mercredi dernier une directive révisée sur les transactions sur marge.

Depuis février 2019, le Sebon autorise les sociétés de courtage à fournir un service de financement à leurs clients pour acheter des actions sur le marché secondaire. Les sociétés de courtage sont libres de fixer leurs taux d'intérêt sur le prêt sur marge. Toutefois, elles doivent informer au préalable la Bourse du Népal et Sebon des taux d'intérêt qu'elles appliquent à leurs clients.

Pakistan

Le Premier ministre à Riyadh pour demander la prorogation du prêt saoudien à la SBP

M. Shahbaz Sharif a demandé le 29 avril 2022 au Prince-héritier Muhammad bin Salman la prorogation d'un prêt de 3 Mds USD (ce prêt assorti d'un taux d'intérêt de 4% avait été accordé le 30 novembre 2021 et livré par le biais du Fonds de développement saoudien le 1^{er} décembre 2021) prévu pour un an afin d'aider la Banque centrale (SBP) à pallier son manque de devises (moins de 11 Mds USD, équivalent de deux mois d'importations).

L'Arabie saoudite a accepté de discuter (sans pour autant s'engager à ce stade) (i) de la prorogation du dépôt de 3 Mds USD auprès de la Banque centrale au-delà du mois de novembre 2022 et (ii) du maintien de la couverture sur les produits pétroliers. On notera qu'à l'issue de la rencontre, le memorandum de l'entretien

indiquait que la partie saoudienne avait fait état de son souci de trouver une solution à tous les différends avec l'Inde, y compris celui du Jammu-et-Cachemire. Cette déclaration ne semblait pas constituer une conditionnalité saoudienne à de nouvelles largesses financières consenties au Pakistan. Le 4 mai, le ministre des Finances, à son retour des discussions techniques qui ont eu lieu après la visite du Premier ministre à Riyadh, n'a pas annoncé d'accord avec la partie saoudienne.

Fin du mandat du gouverneur de la SBP

Le mandat du chef du SBP (Banque centrale du Pakistan), Reza Baqir, a pris fin. Murtaza Syed, l'un des vice-gouverneurs, est intérimaire en attendant la nomination d'un nouveau gouverneur. Le Dr Murtaza Syed est un ancien économiste du FMI, comme M. Reza Baqir.

M. Miftah, le ministre des Finances, avait exclu une prorogation du mandat du chef du SBP. Le parti du Premier ministre, le PML-N, est resté très critique à l'égard de la politique de M. Baqir, du fait de sa volonté de faire revenir au Pakistan de l'argent détourné pendant le dernier Gouvernement de M. Nawaz Sharif (de 2013 à 2017). Le Gouverneur avait ainsi obtenu le retour de 3,6 Mds USD détenus par des hommes politiques résidant au Royaume-Uni au cours de la première année de son mandat.

Seraient sur les rangs pour lui succéder M. Noor Ahmad, directeur exécutif du Pakistan à la Banque Asiatique de Développement (BAsD), M. Aurangzeb Khan, Président de *Habib Bank Limited*, et un cadre dirigeant du FMI dont le nom n'a pas été divulgué.

Le ministre des Finances a déclaré que le gouvernement ne prendrait aucune mesure susceptible d'avoir une incidence sur l'indépendance de la SBP.

L'IPC à 13,37% en avril, parallèlement à une forte augmentation des prix de gros laissant présager une aggravation à moyen terme de l'IPC

En avril, l'indice des prix à la consommation (IPC) s'établit à 13,37% en année glissante, le plus haut niveau depuis janvier 2020. En mars 2022, l'IPC était de 12,72%. L'IPC rural a augmenté de 15,1%

sur une base annuelle en avril 2022, contre une augmentation de 13,9% le mois précédent.

L'indice des prix de gros (*wholesale price index - WPI*) a affiché une augmentation de 28,1% en avril, contre 23,8% un mois plus tôt (contre 16,6% en avril 2021). Cette forte augmentation du WPI indique que l'IPC des prochains mois devrait encore s'aggraver.

Baisse de la croissance de tous les secteurs d'activité au cours des sept premiers mois de 2021/22 à l'exception de l'industrie automobile

Selon les chiffres de la Banque centrale, (i) la part de l'industrie textile dans le PIB est en progression de 2,9% (contre +4,1 % l'année dernière); (ii) l'industrie agro-alimentaire croît de 3,4 % (contre 29% sur les sept premiers mois de 2020/2021); (iii) la part de l'industrie des vêtements est passée de +18,3 % (contre + 38,6 % pour les sept premiers mois en 2020/2021) ; (iv) l'industrie chimique est en progression de 5,4% cette année (contre + 9,2 % pour les sept premiers mois en 2020/2021) (v) une croissance négative dans l'industrie pharmaceutique de - 3,5% pour les sept premiers mois en 2021/2022 contre + 10,3 % pour la période correspondante en 2020/2021 ; (vi) l'industrie des articles de cuir est en progression de 4,5 % cette année (contre + 41,4 % pour les sept premiers mois en 2020/2021) ; (vii) seule la croissance de l'industrie automobile s'élève à 63,5 % à la fin janvier de cette année contre +6,6% au cours de sept premiers mois de 2020/2021).

Croissance rapide pour les exportations de produits de haute technologie du Pakistan

Les exportations de produits pakistanais de haute technologie ont représenté 2,1 Mds USD - en progression de 32 % sur les huit premiers mois de 2021/2022- en glissement annuel (contre 1,5 Md USD, soit +47 % en 2020/2021).

Forte baisse des crédits au secteur privé au cours des huit premiers mois de 2021/22

Les crédits au secteur privé de la fin juin 2021 à la fin février 2022 se sont établis à 43,6 Mds PKR (235 M USD) contre 874,3 Mds PKR à la fin février 2021 (4,7 Mds USD).

Sri Lanka

Forte poussée de l'inflation à 29,8% en avril

D'après l'indice CCPI (*Colombo Consumer Price Index*), l'inflation a bondi en avril à 29,8% en g.a., contre 18,7% en mars. L'indice progresse de 9,3% en un mois, porté autant par la hausse des prix des produits alimentaires que non-alimentaires. La hausse des prix des produits alimentaires atteint 46,6% en g.a. (contre 30,2% en mars), tirée notamment durant le mois d'avril par la poudre de lait, le riz, le pain, le dhal, le sucre et le poisson séché. La hausse des prix des produits non-alimentaires atteint 22,0% en g.a. (après 13,4% en mars), portée par les catégories « transport » (+68,2% en g.a., après +35,5% en mars), « éducation » (+14,6% en g.a., après +4,0% en mars), « logement, eau, électricité, gaz et autres carburants » (+8,1% en g.a., après +5,8% en mars), « restaurants et hôtels » (+37,6% en g.a., après +27,4% en mars). L'inflation sous-jacente atteint 22,0% en avril en g.a., contre 13,0% en mars, et l'inflation moyenne annuelle atteint 11,3% en avril, après 9,1% en mars. Le 1^{er} mai, le ministère de la santé annonçait une hausse des prix d'une soixantaine de médicaments (+40%), et le 2 mai, le gouvernement publiait une gazette pour tenter de limiter le prix de vente au détail de certains types de riz.

Publication du Rapport annuel 2021 de la Banque centrale

La CBSL a publié son *Rapport annuel* le 29 avril, dans lequel elle revient sur l'année 2021 et formule des prévisions pour l'année 2022. La reprise de l'économie (+3,7% de croissance en 2021, PIB à 84,5 Mds USD, 3815 USD par habitant) ne dissimule pas des fragilités structurelles et accrues : les recettes de l'Etat tombent à 8,7% du

PIB (contre 9,1% en 2020), le déficit budgétaire se creuse à 12,2% du PIB (11,1% en 2020), le déficit du compte courant augmente significativement à 4,0% du PIB (contre 1,5% en 2020), du fait d'un déficit commercial de 8,1 Mds USD, d'une performance limitée de la balance des services (+1,6 Md USD, contre +0,8 Md en 2020 mais en-deçà des niveaux pré-pandémie), d'une chute des transferts de devises (5,5 Mds USD contre 7,1 Mds USD en 2020), de faibles recettes touristiques (0,5 Md USD).

La dette de l'Etat atteint 104,6% du PIB (contre 100,6% en 2020) et sa composante est à 36,9% externe (38,6% du PIB). La dette extérieure totale atteint 50,7 Mds USD (contre 49,0 Mds USD en 2020). Le rapport, sévère vis-à-vis des réductions de taxes décidées fin 2019 qui ont réduit la marge de manœuvre budgétaire de l'Etat, engage les autorités à poursuivre les négociations avec le FMI et à mettre en place à la suite des décisions de politique monétaire adoptées par la CBSL (hausse des taux directeurs et dépréciation de la roupie) les réformes structurelles nécessaires (hausse des recettes fiscales et rationalisation des dépenses, mécanismes d'ajustement des prix, indépendance et responsabilité des entreprises publiques, amélioration du climat des affaires...) pour rétablir la stabilité macroéconomique. Le ministre des finances, Ali Sabry, s'y est engagé, en annonçant la nécessité de futures hausses des impôts.

Les difficultés qui affecteront l'économie sri lankaise en 2022 conduisent le Rapport de la CBSL à projeter pour cette année une croissance en volume à 1%, le déficit commercial à 12,4% du PIB, le déficit du compte courant à 2,6% du PIB, le déficit budgétaire à 10,2% du PIB, la dette de l'Etat à 108,2% du PIB et l'inflation moyenne annuelle à 22,0%.

Interdiction des importations à compte ouvert

Le gouverneur de la Banque centrale a informé le 29 avril que seules les importations reposant sur une lettre de crédit ou une remise documentaire (documents contre paiement ou documents contre acceptation) seraient désormais autorisées. Les importations à compte ouvert (paiement après livraison) sont ainsi interdites. Elles compteraient pour 20% du total des

importations. La Banque centrale entend ainsi lutter contre le marché parallèle des devises et les systèmes Hawala/Undiyal, dont elle estime qu'il est alimenté par ce type de transactions, et réduire ainsi les importations jugées non essentielles.

Extension de la ligne de crédit pétrolière indienne de 200 M USD et aide humanitaire chinoise de 45,6 MUSD

D'après le ministre de l'électricité et de l'énergie, Kanchana Wijesekera, l'Inde aurait étendu la ligne de crédit pétrolière de 500 M USD précédemment accordée, déjà mobilisée à hauteur de 400 MUSD, de 200 M USD supplémentaires, afin de financer plusieurs importations de carburant du pays en mai. Parallèlement, Sri Lanka, confronté à des pénuries de médicaments et au risque de pénuries sur les produits alimentaires, a bénéficié de plusieurs soutiens afin d'en financer l'importation : un don chinois de 300 M RMB (45,6 M USD), la livraison d'une aide humanitaire évaluée à 1,6 M USD par l'Indonésie, l'envoi de médicaments et équipements médicaux en provenance d'Inde, un don de médicaments d'une valeur de 2,3 M USD de la part du Bangladesh, à la suite des annonces de la BASD (21,7 M USD) le 22 avril et de l'Italie (340 000 EUR) le 26 avril.

Net recul du tourisme en avril

62 980 entrées touristiques ont été rapportées par la *Sri Lanka Tourism Development Authority* en avril 2022, une chute de 40,8% en g.m. (106 500 arrivées en mars). Les entrées d'avril 2022 ne correspondent qu'à 34,9% de celles du même mois en 2018, année record, il est vrai, avant la pandémie et/ou les attentats d'avril 2019, en recul par rapport à mars 2022 (45,6% des entrées de mars 2018). La guerre entre l'Ukraine et la Russie, ces deux pays représentant respectivement 8,7 et 3,6% des touristes en 2021, et la crise économique à Sri Lanka, semblent avoir contribué à un premier coup d'arrêt à la reprise du secteur, bien entamée au T1 (512,5 M USD de recettes, contre 507 M USD sur toute l'année 2021). Sur les quatre premiers mois

(348 314 entrées), la Russie est le troisième pays d'origine des touristes (11,9%), après l'Inde (16,2%) et le Royaume-Uni (12,2%), et suivie de l'Allemagne (8,3%) et de la France (5,5%). La Russie est reléguée à la cinquième place parmi les pays d'origine des touristes en avril (6,2% des entrées) et seuls 158 touristes ukrainiens sont arrivés à Sri Lanka sur ce mois, alors que l'Ukraine figurait à la sixième place des pays d'origine des touristes au T1 (13 463 entrées, 4,7% du total).

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Négative	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	Ca	Stable	CC	Négative	C	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international